

Pressespiegel vom 27.06.2012

Medium	Ausgabe	Titel	Seite
Armee / Armée			
La Liberté	27.06.2012	Gros nuage sur Solar Impulse	2
24 heures	27.06.2012	Des arriérés de loyers pourraient être réclamés à Solar Impulse	3
Rüstung / Armement			
Le Temps	27.06.2012	L'enquête sur le Gripen prendra fin en août	4
Neue Zürcher Zeitung	27.06.2012	Gripen-Bericht erst im August	5
Basler Zeitung	27.06.2012	Abklärungen zum Gripen dauern an	6
az Aargauer Zeitung Gesamtausgabe	27.06.2012	Testfall für die schwedische Ministerin	8
az Aargauer Zeitung Gesamtausgabe	27.06.2012	Schicksalstag für Gripen verschoben	10
Die Südostschweiz Gesamtausgabe	27.06.2012	Schicksalstag für Gripen verschoben	12
Neue Luzerner Zeitung Gesamtausgabe	27.06.2012	Tauziehen um den Kauf des Gripen	14
St. Galler Tagblatt Gesamtausgabe	27.06.2012	Seilziehen um Gripen-Kosten	17



Gros nuage sur Solar Impulse

AVION SOLAIRE • Bertrand Piccard doit un million de francs à la Confédération. Qui soutient le projet sans base légale, selon un rapport du Contrôle fédéral des finances.

SERGE GUMY AVEC LES AGENCES

Dur retour sur terre pour Solar Impulse. Bertrand Piccard et les promoteurs de l'avion solaire, qui vient de réussir son premier vol intercontinental entre l'Espagne et le Maroc, ont une ardoise ouverte pour un million de francs auprès de la Confédération. En cause, des arriérés de loyer pour le hangar occupé à l'aérodrome militaire de Dübendorf (ZH).

Pire, ces prestations offertes par le Département fédéral de la défense (DDPS) - auxquelles s'ajoute l'élargissement de la porte du hangar pour 700 000 francs - l'ont été sans base légale, dénonce un récent rapport du Contrôle fédéral des finances. Son directeur suppléant Armin Vuillemin a confirmé hier à «La Liberté» l'information de la radio alémanique DRS. Payerne n'est pas concerné par le problème: les locaux occupés depuis 2009 par Solar Impulse, qui appartiennent au Bureau d'enquête sur les accidents d'aviation, sont mis à disposition gratuitement via un contrat en bonne et due forme.

«La loi sur l'énergie permettrait au Conseil fédéral de subventionner un tel projet. Mais en l'espèce, il manque une décision concrète», argumente Armin Vuillemin. «Or, dans un Etat de droit, chaque décision doit reposer sur une base légale.» Le nu-

méro deux du Contrôle fédéral des finances se défend pour autant de faire preuve d'un esprit tatillon à l'égard d'une aventure scientifique. «Nous ne pouvons cependant pas analyser les différents dossiers en fonction de la sympathie qu'ils nous inspirent.» Traduction en français fédéral: les règles sont les règles. Punkt schluss.

On savait déjà que le DDPS réclamait 300 000 francs de loyer en retard à Bertrand Piccard. Qui a soit dit en passant jusqu'ici refusé de signer le bail, selon le département d'Ueli Maurer. Avec ce rapport du Contrôle fédéral des finances, le différend monte d'un cran. «Ce bras de fer pour quelques francs me paraît tellement ridicule!» déplore le conseiller national Luc Barthassat (pdc/GE). Il encourage ainsi le Conseil fédéral à soutenir un projet qu'il qualifie d'envergure internationale, moyennant une base légale, et

«en échange de quelques contre-prestations de Bertrand Piccard». Comme d'oser la croix blanche? Cette marque de patriotisme serait en tout cas du goût de Fathi Derder (plr/VD), qui s'étonne: «Pas un drapeau suisse sur le site de Solar Impulse, pas un drapeau

suisse sur les communiqués ou sur les habits des pilotes!»

Rayonnement

Du côté de Berne, le ton est à l'apaisement. Le Conseil fédéral «reconnait le grand rayonnement international du projet». Et dans la perspective du premier vol autour de la Terre prévu en 2014, il est en train d'étudier l'aide qu'il pourrait apporter à Bertrand Piccard, et à quelles conditions.

Directeur de Présence Suisse, l'organe chargé de la promotion de la Suisse à l'étranger, Nicolas Bideau paraît en tout cas emballé: «La Suisse doit à mon avis absolument saisir cette chance pour montrer aux yeux du monde une face trop peu connue du pays: celle des idées, de l'innovation, du développement durable, de la prise de risques et de l'esprit d'entreprise», affirmait-il récemment dans «Migros Magazine». C'est d'ailleurs Présence Suisse qui coordonne les discussions en cours entre les différents départements fédéraux au sujet du soutien à Solar Impulse. Mais qu'elle qu'en soit le résultat, le vol autour du monde se fera, indiquait hier à l'ATS une porte-parole de Solar Impulse.

Quant à Bertrand Piccard, en déplacement à l'étranger, il n'était pas joignable hier. |



Payerne

Des arriérés de loyers pourraient être réclamés à Solar Impulse

La Confédération chiffre à 1 million de francs son aide déjà apportée à l'avion solaire. Faudra-t-il la rembourser?

Christian Aebi

Bertrand Piccard devra-t-il passer à la caisse? Alors que *Solar Impulse* crée l'événement au Maroc, où il a été accueilli avec les honneurs nationaux la semaine dernière, le prototype solaire se retrouve au cœur d'une affaire de gros sous, en Suisse.

La Confédération a soutenu le projet *Solar Impulse* de Bertrand Piccard durant des années à hauteur de centaines de milliers de francs et sans base légale, a expliqué à l'ATS le vice-directeur du Contrôle fédéral des finances (CDF), Armin Vuillemin. Cela porte sur des locations impayées ou des travaux d'adaptation consentis sur les bâtiments de l'armée.

Depuis 2007, *Solar Impulse* n'a pas payé de location pour un hangar à l'aérodrome militaire de Dübendorf (ZH). C'est là que se construit d'ailleurs *Solar Impulse II*, l'appareil qui fera le tour du monde. Selon le Département de la défense, le DDPS, l'ensemble des loyers arrêtés à la fin 2011 représente 300 000 francs. A cela s'ajoutent 700 000 francs pour l'agrandissement de la porte du hangar de Dübendorf.

Solar Impulse doit-il pour

autant 1 million de francs à la Confédération? «Pas du tout! répond, Silvia Steidle, porte-parole du DDPS. Ce sera au Conseil fédéral de dire, le cas échéant, combien *Solar Impulse* devra payer. Nous avons chiffré ces sommes afin de savoir à combien se monte l'aide de la Confédération.» Le DDPS a

«Nous avons construit la halle de Payerne, en tenant compte des désirs de l'équipe de Bertrand Piccard. Cela n'avait pas engendré de coûts supplémentaires»

Jean Overney,

directeur retraité du BEAA

envoyé en 2011 une proposition de contrat à Bertrand Piccard pour la location des locaux de Dübendorf. Elle est restée sans réponse.

Parlementaires inquiets

Préoccupés d'un éventuel remboursement exigé à Bertrand Piccard, six conseillers nationaux romands avaient déposé, en mars, une interpellation intitulée «L'aventure *Solar Impulse* mise en danger». «Il faut absolument garder M. Piccard en Suisse! avait alors plaidé le conseiller national

Jean-Pierre Grin. Pour cela, il faut leur donner des moyens stratégiques.» Hier, l'aérostier vaudois était «entre deux avions» tandis qu'André Borchberg préparait le retour de l'appareil du Maroc. Ils étaient tous deux injoignables.

«Il n'y a rien de nouveau dans ce dossier, répond Charlotte Pichon, du service de presse de *Solar Impulse*. Nous sommes toujours en négociation avec la Confédération et Présence Suisse. Cette discussion ne remet pas en cause le tour du monde prévu en 2014.»

De son côté, le DDPS confirme qu'il va demander à Bertrand Piccard un loyer couvrant les frais à partir de 2014. Le Conseil fédéral articulera le montant du futur bail. Quid de Payerne? Depuis 2010, *Solar impulse* est logé dans la halle du Bureau d'enquête sur les accidents d'aviation (BEAA). «A l'époque, nous avons construit la halle en tenant compte des désirs de l'équipe de Bertrand Piccard, se souvient Jean Overney, directeur retraité du BEAA. Mais cela n'avait pas engendré de coûts supplémentaires.»

Quant aux loyers «jusqu'en 2014, le cas est réglé. *Solar Impulse* ne paie pas de location à Payerne, mais juste les charges», fait savoir l'Office fédéral des constructions et de la logistique, dont dépend la halle de Payerne. Après 2014, toute l'équipe est censée quitter les lieux pour la grande aventure du tour du monde.



L'enquête sur le Gripen prendra fin en août

> Défense Décision des Chambres en 2013

Yves Petignat BERNE

On ne connaîtra qu'en août les résultats de l'enquête parlementaire sur l'acquisition des 22 avions de chasse Gripen. Quant au parlement, sa décision ne tombera pas avant juin 2013 au mieux. Cela n'empêche pas le Département de la défense de préparer la collaboration avec Saab et la Suède comme si la conclusion allait de soi.

La sous-commission chargée de vérifier les conditions d'acquisition de l'appareil suédois ne devrait rendre son rapport à la Commission de politique de sécurité (CPS) du Conseil national que le 21 août. Selon son président, Thomas Hurter (UDC/SH), l'essentiel des faits est connu. La commission a enquêté aussi bien sur l'élaboration du cahier des charges que sur les conditions dans lesquelles se sont passés les évaluations et les événements survenus après la décision du Conseil fédéral de choisir le Gripen. Il reste surtout à procéder à l'appréciation politique et à donner, éventuellement, le feu vert. Le Conseil fédéral ne devrait présenter son programme d'armement, avec le Gripen, qu'en octobre de cette année.

Divergences

La présidente de la CPS, Chantal Galladé (PS/ZH), a admis que, au vu des divergences d'interprétation avec les parlementaires suédois, la question de la participation de la Suisse aux coûts de développement devait être éclaircie. Le ministre de la Défense, Ueli Maurer, a de son côté toujours assuré que les coûts proposés par Saab étaient fixes, excluant les aléas des frais de développement.

Parallèlement, Suédois et Suisses poursuivent les préparatifs. De mardi à vendredi se déroule à Berne une rencontre «Business to Business» réunissant Saab et une trentaine de partenaires internationaux d'un côté, et quelque 130 industriels suisses de l'autre. Il s'agit de préparer des partenariats industriels dans le cadre du programme de contre-affaires. Soit par le biais de participations directes au programme Gripen, soit par des affaires indirectes compensatoires. Ueli Maurer, lui, recevra vendredi la ministre suédoise de la Défense, Karin Endström, pour signer une déclaration d'intention en vue d'intensifier la collaboration en matière d'armement et de formation.



Gripen-Bericht erst im August

Kostenfrage im Herbst ein Thema

fon. Bern · Der Bericht der Sicherheitspolitischen Kommission (SiK) des Nationalrats zum geplanten Kauf von Gripen-Kampfflugzeugen verzögert sich weiter. Der Bericht soll offene Fragen im Zusammenhang mit den Evaluationsverfahren, die zur Wahl des schwedischen Jets geführt haben, beantworten. Die mit den Abklärungen betraute Subkommission unter der Leitung des Schaffhauser SVP-Nationalrats Thomas Hurter hat den Abgabetermin ein zweites Mal verschoben. Die Arbeiten seien weitgehend abgeschlossen, sagte Hurter am Dienstag vor den Medien, doch noch fehle die politische Würdigung. Man werde die Gesamtkommission nach der Sommerpause, am 21. August, informieren. Ob der Bericht veröffentlicht wird, steht laut Kommissionspräsidentin Chantal Galladé (sp., Zürich) noch nicht fest.

Was die finanziellen Auswirkungen des Flugzeugkaufs betrifft, wird der Bundesrat laut Galladé im August aktualisierte Zahlen vorlegen. Das Parlament hatte den Bundesrat ursprünglich beauftragt, das Kostendach der Armee ab 2014 auf 5 Milliarden Franken zu erhöhen. Der Bundesrat entschied dann aber, den Plafond erst 2015 zu erhöhen, und zwar nur auf 4,7 Milliarden Franken. 300 Millionen Franken sollen jährlich in einen Fonds für den Flugzeugkauf fließen. Die SiK will ihre Position in dieser Angelegenheit im Herbst gestützt auf die neuen Zahlen festlegen.



Abklärungen zum Gripen dauern an

Die nationalrätliche Untersuchungskommission hat den Arbeitsaufwand unterschätzt

Von Beni Gafner, Bern

Bis zum 21. August gedulden muss sich, wer mehr Klarheit über die Einschätzungen der nationalrätlichen Sicherheitspolitiker in Sachen Gripen-Kauf will. Der Bericht der Untersuchungskommission Hurter zur Kampfjetbeschaffung verzögert sich um zwei Monate.

Die Untersuchung wurde aus Sicht der Sicherheitspolitischen Kommission (Sik) des Nationalrats nötig, weil in Medien, Öffentlichkeit und Politik zahlreiche Fragen zum Kaufentscheid des Bundesrats für ein neues Kampfflugzeug aufgetaucht sind. Ungereimtheiten im Entscheidungsprozess brachte im November des vergangenen Jahres die Veröffentlichung zweier vertraulicher Evaluationsberichte durch die BaZ ans Licht. Angesichts weiterer Medienberichte über nicht leicht nachvollziehbare Vorgänge rund um die Kampfflugzeugbeschaffung fasste die Subkommission unter SVP-Nationalrat Thomas Hurter (SH) einen erweiterten Untersuchungsauftrag. Über den Zwischenstand der parlamentarischen Abklärungen, bei denen Involvierte angehört wurden, gab Hurter gestern noch nichts bekannt.

Verschärfte Vorkehrungen

Als Grund für den neuen Termin gab Hurter an, es gelte noch einige offene Fragen zu klären. Sodann habe man den Umfang der Arbeiten unterschätzt. Dies deutet darauf hin, dass die Kommission den Rüstungsbeschaffern von Armatisuisse sowie den Spitzen von Armee und Verteidigungsdepartement bezüglich Gripen-Wahl nicht einfach einen Persilschein ausstellen wird.

Nachdem Details einer Kommissi-

onsanhörung von Chefindgenieur Gérald Levrat, der dem Gripen ein bedenkliches Zeugnis ausstellte, via Westschweizer Medien an die Öffentlichkeit gelangten, legt Hurter nun ein verstärktes Augenmerk auf die Vertraulichkeit von Verhandlungen und Protokollen seiner Subkommission. Im Internet sei diesbezüglich gar nichts mehr zu finden. Papiere würden nach den Sitzungen wieder eingesammelt. Protokolle seien nummeriert und gekennzeichnet, sagte Hurter. Protokolle an Personen ausserhalb der Kommission würden nicht mehr verteilt, ergänzte Sik-Präsidentin Chantal Galladé. Es sei für Kommissionsmitglieder belastend, wenn sie in Verdacht gerieten, das Kommissionsgeheimnis verletzt zu haben.

Hurter erinnerte gestern daran, dass seine Subkommission aufgrund schlechter Erfahrungen bei der Beschaffung neuer Helikopter bereits 2008 eingesetzt worden sei. Dies mit dem Auftrag, aus politischer Sicht festzustellen, ob das Evaluationsverfahren korrekt ablaufe. Die meisten der bisher insgesamt 14 Sitzungen der Subkommission hätten zwischen August 2008 und Dezember 2009 stattgefunden, so Hurter.

Mehrere Widersprüche

Einen erweiterten Untersuchungsauftrag erhielt die Subkommission nach der Veröffentlichung der beiden erwähnten Evaluationsberichte, die für den getesteten Gripen C/D respektive den nachgebesserten Gripen E/F die Note ungenügend beinhalteten. Dies widersprach wesentlichen Teilen von Informationen, die Projektleiter Jürg Weber von Armatisuisse der Subkommission während der ersten Begleitphase

vermittelt hatte. Widersprüche tauchten im Nachhinein auch bei der Einschätzung des finanziellen Risikos auf, weshalb Bundesrat Ueli Maurer (SVP) wiederholt betonte, der Beschaffungspreis von 3,1 Milliarden Franken sei garantiert.

Als nächsten Schritt plant Ueli Maurer die Unterzeichnung einer Absichtserklärung über die künftige Zusammenarbeit zwischen der Schweiz und Schweden im Rüstungsbereich. Diese Unterzeichnung soll morgen erfolgen.

Finanzierung der Armee ist in der Schwebe

Bern. Die Sicherheitspolitische Kommission (Sik) des Nationalrats weiss noch nicht, ob sie am Parlamentsbeschluss vom September 2011 festhalten will. Damals legten National- und Ständerat Eckwerte fest für eine künftige Armee mit einem Bestand von 100 000 Angehörigen und einen Planungsplafonds von fünf Milliarden Franken. Im April überraschte der Bundesrat mit der Mitteilung, die Armee habe ab 2015 mit einem Plafonds von 4,7 Milliarden Franken auszukommen, Finanzierung eines neuen Kampfflugzeugs inklusive. Der Bundesrat hielt sich dabei nicht an den Parlamentsbeschluss. Die Sik hat gestern nun einen Antrag aus den eigenen Reihen mit zehn zu neun Stimmen sistiert, dieses «Übergehen» des Parlaments durch den Bundesrat nicht zu dulden. Verlangt wurden weitere Fakten des Bundesrats. Die Sik will zuerst die Folgen für den Bundeshaushalt abschätzen zu können, bevor sie entscheidet, ob am Plafonds von 5 Milliarden festgehalten werden soll. bg



Hotline der Armee für Ex-Soldaten mit Waffen

Bern. Das Armeekommando hat eine Hotline eingerichtet für ausgemusterte Soldaten, die Ausrüstung und Waffe noch nicht pflichtgemäss abgegeben haben. Wer eine Armeewaffe hortet und – aus welchen Gründen auch immer – vom Gefühl übermannt wird, er wolle diese doch noch freiwillig dem Staat zurückgeben, kann sich unter der Telefonnummer 031 324 57 00 melden. Diese Nummer der Hotline hat gestern die Präsidentin der Sicherheitspolitischen Kommission (Sik) des Nationalrats, Chantal Galladé (SP, ZH), bekannt gegeben. Die Sik hat sich im April «mit Erstaunen und Empörung» sowie einem gesalzenen Brief an die Armeespitze gewandt, als sie festgestellt hatte, dass in 733 Fällen die Armeewaffe nicht eingezogen wurde, obwohl dies angeordnet war. Gestern erklärte Galladé nun, es seien noch 537 Waffen ausstehend. Armee und Polizei seien daran, diese einzuziehen, was teilweise aufwendig sei. Die aktuellen Wohnorte Ausgemusteter seien öfter mal unklar. bg



Testfall für die schwedische Ministerin



Die schwedische Verteidigungsministerin Karin Enström. HO

Karin Enström Morgen wirbt die schwedische Verteidigungsministerin in Bern für eine gemeinsame Finanzierung der Gripen-Jets.

VON ANDRÉ ANWAR, STOCKHOLM

Sie fällt vor allem dadurch auf, dass sie nicht auffällt. Das ist wohl auch einer der Gründe, warum viele Schweden nicht mal mitbekommen haben, dass Karin Enström von der rechtsliberalen Partei Moderaterna seit dem 18. April Verteidigungsministerin ist. Parteikollege und Regierungschef Fredrik Reinfeldt stellte die 46-Jährige zu

ihrem Antritt schwammig als «eine sehr gute Politikerin, die auch einen Hintergrund in der schwedischen Verteidigung hat» vor. Tatsächlich war die jugendlich wirkende Mutter dreier Kinder im grundsätzlich sehr emanzipierten Schweden schon Berufsoffizier in der Marine und brachte es zum Kapitän eines Amphibienfahrzeuges.

2008 war sie Mitglied im Verteidigungsausschuss und 2010 im ausserpolitischen Parlamentsausschuss.

Saab braucht die Schweiz

Zu den wichtigsten Aufgaben der neuen Verteidigungsministerin gehört es, das schwedische Gripen-Kampfflugzeug erfolgreich zu verkaufen. Unter ihrem Vorgänger Sten Tolgfors hatte Schweden den Zuschlag der Schweiz für das Kampfflugzeug des Flugzeugherstellers Saab – nicht identisch mit dem bankrotten Autobauer – erhalten.

Enström muss diesen Verkauf nun in trockene Tücher bringen. Sie würde damit das Überleben der schwedischen Kampfflugzeugproduktion beim Rüstungs- und Fluggerätehersteller Saab sichern. Denn dieser will auf den bisherigen Gripen den Super-Gripen folgen lassen, der eine grössere Reichweite haben und schwerere Bombenlast tragen soll. Nur: Saab kann die Finanzierung nicht sichern.

Denn der schwedische Reichstag hat beschlossen, die Herstellung von zehn Prototypen nur zu genehmigen, falls es Saab gelingt, einen Grossauftrag «mit Brasilien oder einem anderen Land» abzuschliessen. Sonst lohne sich das nicht. Mit Brasilien konnte man sich bislang nicht richtig einigen.

Schweiz will nicht mitfinanzieren

Inzwischen ist der Schweizer Kauf jedoch wieder infrage gestellt – dabei geht es auch um Geld. Die Schweden wollen sich die Entwicklungskosten gerne mit den Schweizern teilen und deuteten jüngst gar die Möglichkeit einer schweizerisch-schwedischen Zusammenarbeit im Kampfflugzeugmarkt mit dem Gripen an. Die Schweizer hingegen möchten das fertige Flugzeug kaufen, ohne die Entwicklung mitzufinanzieren.

Angeblich soll der Streit um die Weiterentwicklung so sehr eskaliert sein, dass die Verteidigungsministerin ihre geplante Reise in die Schweiz am Donnerstag und Freitag infrage gestellt haben soll. Dies wurde gestern von ihrem Pressesprecher Johan Elmberg jedoch dementiert. Dennoch: Für Enström dürfte der Gripen-Verkauf zum Testfall werden. Die Kritiker ihres Vorgängers werden sie daran messen, ob sie in der Schweiz mehr erreicht als er.



az Aargauer Zeitung Gesamtausgabe

27.06.2012

Auflage/ Seite 195496 / 4 9049

Ausgaben 300 / J. 9852659

EVD / PD / UVEK / EFD / EDI / EJPD / BK

Dieser Artikel erschien in folgenden Regionalausgaben:

<i>Titel</i>	<i>Auflage</i>
az Aargauer Zeitung	90'716
az Aarau/Lenzburg/Wynental	31'743
az Baden/Brugg/Zurzach	33'685
az Fricktal	5'848
az Freiamt	10'681
az Limmattaler Zeitung	8'759
Zofinger Tagblatt	12'649
Luzerner Nachrichten	1'415



Schicksalstag für Gripen verschoben

Kampfjets Kommission beendet Arbeiten am Untersuchungsbericht unter strengster Geheimhaltung
VON LORENZ HONEGGER

Der 21. August wird zum Schicksalstag für den Gripen-Kampfjet. Dann wird die Sicherheitspolitische Kommission des Nationalrates (SIK) bekannt geben, ob bei der Evaluation und Auswahl des schwedischen Fliegers alles mit rechten Dingen zu- und hergegangen ist. Sollte die Kommission zum Schluss kommen, dass das Verteidigungsdepartement bei der Handhabung des Kampfjetgeschäfts Beschaffungsregeln missachtet, das

**SVP-Nationalrat
Thomas Hurter sammelt
nach den Sitzungen
alle Dokumente
eigenhändig wieder ein.**

Anforderungsprofil zugunsten des Gripen-Herstellers Saab nachträglich angepasst oder Risiken ignoriert hat, dürfte es eng werden für die Befürworter des Kampfjetkaufs.

Je näher der Termin rückt, desto grösser wird die Nervosität in der Subkommission Tiger-Teilersatz, die das Kampfjetgeschäft seit Januar unter-

sucht. Mittlerweile tagt das aus sieben Nationalräten zusammengesetzte Gremium unter höchster Geheimhaltung. Am Ende der Sitzungen sammelt Kommissionspräsident und SVP-Nationalrat Thomas Hurter (SH) alle verteilten Dokumente eigenhändig wieder ein, wie er gestern an einer Pressekonferenz der SIK in Bern sagte. So wolle man verhindern, dass es bis zum Abschluss der Untersuchung zu weiteren Indiskretionen komme.

Bemerkenswert ist, dass Hurter auch das Verteidigungsdepartement seines Parteikollegen, Bundesrat Ueli Maurer, vom Informationsfluss abgeschnitten hat. Sitzungsprotokolle werden keine mehr herausgegeben.

Bericht mehrmals verschoben

Ursprünglich wollte die Subkommission ihren Untersuchungsbericht bis im April fertigstellen. Dann wurde der Termin auf Ende Juni und jetzt auf Mitte August verschoben. Hurter rechtfertigte die erneute Verschiebung damit, dass es noch «einige Elemente» gebe, welche die Kommission während der Sommerpause «etwas vertiefter» anschauen wolle. Genauer wollte der ehemalige Kampfjetpilot nicht dazu sagen.

Unklarheit in beiden Ländern

Für den unwahrscheinlichen Fall, dass die Subkommission im August dem Verteidigungsdepartement einen Persilschein ausstellt und es zu keinen weiteren Verzögerungen kommt, wird der Ständerat das Rüstungsprogramm des Bundesrates und die Finanzierung des Gripen-Geschäfts in der Frühlingssession 2013 erstmals beraten. In der Sommersession wäre dann der Nationalrat an der Reihe. Als letzte Instanz dürfte das Volk im ersten Halbjahr 2014 über den 3-Milliarden-Franken-Deal entscheiden.

Doch die Stolpersteine auf dem beschriebenen Weg sind zahlreich. Zum einen drücken sich Schwedens Regierung und Parlament vor der Frage, ob sie die Kosten für die Entwicklung des von der Schweiz provisorisch bestellten Gripen-Modells E/F tragen können und wollen. In der Schweiz wiederum reiben sich Bundesrat und Parlament an der Frage, ob das Kostendach der Armee ab 2015 auf 5 oder bloss 4,7 Milliarden Franken erhöht werden soll, um den Kampfjetkauf zu finanzieren. Die SIK lässt nun die Auswirkungen der zwei Varianten erst einmal abklären.



az Aargauer Zeitung Gesamtausgabe

27.06.2012

Auflage/ Seite 195496 / 4 9049

Ausgaben 300 / J. 9852650

EVD / PD / UVEK / EFD / EDI / EJPD / BK

Dieser Artikel erschien in folgenden Regionalausgaben:

<i>Titel</i>	<i>Auflage</i>
az Aargauer Zeitung	90'716
az Aarau/Lenzburg/Wynental	31'743
az Baden/Brugg/Zurzach	33'685
az Fricktal	5'848
az Freiamt	10'681
az Limmattaler Zeitung	8'759
Zofinger Tagblatt	12'649
Luzerner Nachrichten	1'415



Schicksalstag für Gripen verschoben

Die Sicherheitspolitische Kommission des Nationalrats beendet ihre Arbeiten am Untersuchungsbericht zum Kauf neuer Kampfjets unter strengster Geheimhaltung.

Von Lorenz Honegger

Bern. – Der 21. August wird zum Schicksalstag für den Gripen-Kampfjet. Dann wird die Sicherheitspolitische Kommission des Nationalrates (SIK) bekannt geben, ob bei der Evaluation und Auswahl des schwedischen Fliegers alles mit rechten Dingen zu und her gegangen ist. Sollte die SIK zum Schluss kommen, dass das Eidgenössische Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport (VBS) bei der Handhabung des Kampfjetgeschäfts Beschaffungsregeln missachtet, das Anforderungsprofil zugunsten des Gripen-Herstellers Saab nachträglich angepasst oder Risiken ignoriert hat, dürfte es eng werden für die Befürworter des Kampfjetkaufs.

Je näher der Termin rückt, desto grösser wird die Nervosität in der Subkommission Tiger-Teilersatz, die das Kampfjetgeschäft seit Januar un-

tersucht. Mittlerweile tagt das aus sieben Nationalräten zusammengesetzte Gremium unter höchster Geheimhaltung. Am Ende der Sitzungen sammelt Kommissionspräsident und SVP-Nationalrat Thomas Hurter (Schaffhausen) alle verteilten Dokumente eigenhändig wieder ein, wie er gestern an einer Pressekonferenz der SIK in Bern sagte. So wolle man verhindern, dass es bis zum Abschluss der Untersuchung zu weiteren Indiskretionen komme.

Bemerkenswert ist, dass Hurter auch das VBS von Bundesrat Ueli Maurer vom Informationsfluss abgeschnitten hat. Sitzungsprotokolle werden keine mehr herausgegeben.

Bericht mehrmals verschoben

Ursprünglich wollte die Subkommission ihren Untersuchungsbericht bis im April fertigstellen. Dann wurde der Termin auf Ende Juni und jetzt auf Mitte August verschoben. Hurter rechtfertigte die erneute Verschiebung damit, dass es noch «einige Elemente» gebe, welche die Kommission während der Sommerpause «etwas vertiefter» anschauen wolle. Genaues wollte der ehemalige Kampfjetpi-

lot nicht dazu sagen.

Für den unwahrscheinlichen Fall, dass die Subkommission im August dem VBS einen Persilschein ausstellt und es zu keinen weiteren Verzögerungen kommt, wird der Ständerat das Rüstungsprogramm des Bundesrates und die Finanzierung des Gripen-Geschäfts in der Frühlingsession 2013 beraten. In der Sommersession wäre dann der Nationalrat an der Reihe. Als letzte Instanz dürfte das Volk im ersten Halbjahr 2014 über den 3-Milliarden-Franken-Deal entscheiden.

Doch die Stolpersteine auf dem beschriebenen Weg sind zahlreich. Zum einen drücken sich Schwedens Regierung und Parlament vor der Frage, ob sie die Kosten für die Entwicklung des von der Schweiz provisorisch bestellten Gripen-Modells E/F tragen können und wollen. In der Schweiz wiederum reiben sich Bundesrat und Parlament an der Frage, ob das Kostendach der Armee ab 2015 auf fünf oder bloss 4,7 Milliarden Franken erhöht werden soll, um den Kampfjetkauf zu finanzieren. Die SIK lässt nun die Auswirkungen der zwei Varianten erst einmal abklären.



Die Südostschweiz Gesamtausgabe

27.06.2012

Auflage/ Seite

48372 / 16

9049

Ausgaben

0 / J.

9853031

EVD / PD / UVEK / EFD / EDI / EJPD / BK

Dieser Artikel erschien in folgenden Regionalausgaben:

Titel

Auflage

Die Südostschweiz Gaster und See

5'531

Die Südostschweiz Glarus

7'696

Die Südostschweiz Graubünden

35'145



Tauziehen um den Kauf des Gripen

KAMPFJET Wer zahlt die Weiterentwicklung des schwedischen Jets? Ob sich die Schweiz daran beteiligen muss, ist strittig. Am Freitag könnte sich einiges klären.

LÉA WERTHEIMER

lea.wertheimer@luzernerzeitung.ch

Die Sicherheitspolitische Kommission des Nationalrates (SIK) trat gestern vor die Medien, um zu orientieren. Tatsächlich kommunizierten SIK-Präsidentin Chantal Galladé (SP, Zürich) und Thomas Hurter (SVP, Schaffhausen) praktisch nichts. Auf der Traktandenliste stand die Untersuchung zum geplanten Kauf von Gripen-Kampfflugzeugen. Eine Subkommission prüft, ob die Evaluation, die zur Wahl des Gripen führte, korrekt ablief. Doch Hurter hatte vor allem eins zu sagen: Die Untersuchungsergebnisse würden erst am 21. August vorliegen. «Wir haben das nicht verschoben, wir haben einfach den Termin ändern müssen.»

Eisern schwieg der ehemalige Kampfpilot über die Erkenntnisse der Untersuchung. Eins indes machte er unmissverständlich klar: «Ich kann Ihnen versprechen, bis zur offiziellen Bekanntgabe wird gar nichts an die Öffentlichkeit dringen.» Die Kommission habe Massnahmen ergriffen, um Indiskretionen zu verhindern. «Wir sammeln alle Unterlagen nach den Sitzungen ein», erklärte er. Elektronische Dokumente gebe es nicht mehr. Zudem würden keine Protokolle mehr an die Bundesverwaltung und das VBS weitergegeben.

Neue Diskussion um die Kosten

Die Subkommission hatte unter anderem den Auftrag, die technischen und finanziellen Risiken des geplanten Flugzeugkaufs einzuschätzen. In der Vergangenheit wurden immer wieder Vorwürfe laut, die Evaluation sei nicht korrekt verlaufen. Der schwedische Gripen schneide in allen Bereichen schlechter

ab als seine Konkurrenten aus dem Hause Dassault und EADS. Bundesrat Maurer konterte: Ein wichtiger Faktor für den Kauf des Gripen sei der Preis gewesen. Ein anderes Flugzeug könne sich die Schweiz nicht leisten.

Und nun sind es genau die Kosten, die für weitere Unruhe in der Kampfjetbeschaffung sorgen. Als Schreckgespenst werden immer wieder Entwicklungskosten an die Wand gemalt. Das designierte Flugzeug für die Schweiz ist keines, welches fixfertig am Himmel fliegt. An einzelnen Komponenten wie etwa dem Radar arbeitet das schwedische Unternehmen Saab derzeit noch. Thomas Hurter befürchtet, dass die Kosten, die für die technische Weiterentwicklung des Flugzeuges anfallen, zu Lasten der Schweiz gehen könnten.

«Wir werden uns dazu äussern»

Ob in den Unterlagen, welche der Subkommission vorliegen, die Entwicklungskosten inbegriffen sind, wollte Thomas Hurter gestern nicht sagen: «Ich kann mich zum heutigen Zeitpunkt nicht über Inhalte äussern.» Genau zu diesem Thema werde er sich aber im August bestimmt äussern, verspricht Hurter. Saab hat die Offerte für die Schweiz ausgearbeitet. Für das schwedische Unternehmen ist die Sache klar: «In der abschliessenden Offerte bietet Saab einen fixen Preis, der sämtliche Kosten beinhaltet», sagt Rich Smith, Regional Marketing Director von Saab, auf Anfrage.

Woher könnten also die befürchteten zusätzlichen Geldforderungen kommen? Von Saab oder gar von der schwedischen Regierung? «Genau das gilt es zu klären», sagt Hurter. In beiden Ländern müsse die Angelegenheit geklärt werden. Es liege nun am VBS, zu entscheiden, ob man mit dem Unternehmen oder dem Land einen Vertrag abschliessen will oder möglicherweise mit beiden. «Das ist die Aufgabe von Ueli Maurer.»

Diese Verhandlungen sind im Gange. Die schwedische Verteidigungsministerin Karin Enström wird am Freitag zu einem Besuch in der Schweiz erwartet.

Absichtserklärung geplant

Enström und Maurer planen eine Absichtserklärung, die voraussichtlich am Freitag unterzeichnet werden soll. Über deren Inhalt konnte sich das VBS gestern nicht äussern, da die Gespräche dazu erst stattfinden. Klar ist: Es steht sowohl für Maurer wie für Enström viel auf dem Spiel: Enström steht unter Druck, den

«In Schweden weibeln auch linke Parlamentarier für den Kampfjetkauf.»

THOMAS HURTER,
SVP-NATIONALRAT

Grossauftrag für Saab zu holen. Maurer hat stets beteuert, es entstünden keine weiteren Kosten für die Schweiz.

In Schweden ist das Amt für Rüstungs- und Sicherheitsexport (FXM) für die Verhandlungen mitverantwortlich. Für FXM ist klar, dass man eine Kooperation anstrebt: «Ziel ist es, gemeinsam zu beschaffen und die Lösungen zu optimieren», sagt Sofia Karlberg, Chefin Kommunikation. Sie macht klar, dass dies den Beschaffungszeitpunkt, aber auch die wirtschaftlichen Aspekte betrifft. Die schwedischen Streitkräfte bräuchten eine neue Version des Gripen. «Das Flugzeug wurde in den letzten 30 Jahren stetig weiterentwickelt», sagt Karlberg. Und immer sei Schweden dafür aufgekommen. Klar ist, dass wegweisende Punkte am Freitag einer Klärung bedürfen, denn auch in Schweden sind die Weiterentwicklungskosten ein entscheidendes Thema. Denn die schwedischen Streitkräfte stehen vor einer regelrechten Roskur, um Gelder für den neuen Gripen lockermachen zu können. So setzen sich auch Politiker dafür ein, die Kosten für die Entwicklung mit der Schweiz zu teilen.

Schweden unter Zugzwang

Hurter hat sich mit schwedischen Politikern unterhalten und bestätigt: «Die Entwicklungskosten sind in Schweden ein



Thema.» Es sei spürbar, dass die Firma Saab ein wichtiger Arbeitgeber sei: «Eine ganze Stadt hängt davon ab.» So muss die Verteidigungsministerin alles daransetzen, den Deal mit der Schweiz ins Trockene zu bringen, um Saabs Zukunft zu sichern. «Deswegen weibeln in Schweden auch linke Parlamentarier für den Kampfjetkauf.» Die schwedische Regierung will das Budget 2013, inklusive Gripen-Kauf, im September dem Parlament präsentieren.

Rückzieher bei der Waffenrückgabe

KOMMISSION sda. Die Sicherheitspolitische Kommission (SiK) des Nationalrates fordert vom Bundesrat in der Frage der Armeewaffen keine neuen Massnahmen. Noch im April hatte die SiK «mit Empörung» festgestellt, dass in 733 Fällen die Armeewaffe nicht eingezogen wurde.

In der Zwischenzeit hat sich die Lage etwas gebessert. Kommissionspräsidentin Chantal Galladé sagte, derzeit seien noch 537 ausstehend. VBS-Chef Ueli Maurer habe der Kommission versichert,

dass die Armee und in 319 Fällen die Polizei daran seien, diese Waffen einzuziehen.

Dies sei manchmal schwierig, so Kommissionspräsidentin Galladé, weil ein Teil der Personen seit dem Austritt aus der Armee mehrfach umgezogen sei. Laut Galladé waren etliche Personen nicht daheim, als die Behörden wegen der Armeewaffe vorbeischauten.



Neue Luzerner Zeitung Gesamtausgabe

27.06.2012

Auflage/ Seite 121382 / 4 9049

Ausgaben 300 / J. 9853884

EVD / PD / UVEK / EFD / EDI / EJPD / BK

Dieser Artikel erschien in folgenden Regionalausgaben:

<i>Titel</i>	<i>Auflage</i>
Neue Luzerner Zeitung	79'574
Neue Zuger Zeitung	19'358
Neue Urner Zeitung	4'180
Neue Schwyzer Zeitung	3'428
Neue Nidwaldner Zeitung	8'653
Neue Obwaldner Zeitung	6'189



Seilziehen um Gripen-Kosten

Schwedische Politiker fordern, dass sich die Schweiz an den Entwicklungskosten für den Kampffluger Gripen beteiligt. Bereits am Freitag könnte sich die Frage klären: Verteidigungsminister Maurer erhält Besuch von seiner schwedischen Amtskollegin.

LÉA WERTHEIMER

BERN. Auf der Traktandenliste der Sicherheitspolitischen Kommission des Nationalrates (SIK) stand gestern die Untersuchung zum geplanten Kauf von Gripen-Kampfflugzeugen. Eine Subkommission der SIK prüft derzeit, ob die Evaluation, die zur Wahl des Gripen führte, korrekt ablief. Doch Subkommissionspräsident Thomas Hurter (SVP/SH) hatte gestern den Medien vor allem eins mitzuteilen: Die Ergebnisse der Untersuchung würden erst am 21. August vorliegen. Hurter: «Wir haben das nicht verschoben, wir haben einfach den Termin ändern müssen.»

Saab arbeitet noch am Radar

Die Subkommission hatte den Auftrag, die technischen und finanziellen Risiken des geplanten Flugzeugkaufs einzuschätzen. In der Vergangenheit wurden immer wieder Vorwürfe laut, die Evaluation sei nicht korrekt verlaufen. Der schwedische Gripen schneide in allen Bereichen schlechter ab als seine Konkurrenten aus dem Hause Dassault und EADS. Bundesrat Maurer konterte: Für den Gripen habe vor allem der Preis gesprochen. Und nun sind es genau die Kosten, die erneut Unruhe auslösen. Konkret geht es um die Entwicklungskosten. Denn an

einzelnen Komponenten wie etwa dem Radar arbeitet Gripen-Hersteller Saab derzeit noch. Hurter befürchtet, dass dies zu Lasten der Schweiz gehen könnten. Ob die Subkommission über entsprechende Informationen verfügt, wollte Hurter nicht sagen. Er versprach aber Klärung im August.

Für Gripen-Hersteller Saab ist indes klar: «In der abschliessenden Offerte bietet Saab einen fixen Preis, der sämtliche Kosten beinhaltet», sagt Gripen-Marketingchef Richard Smith auf Anfrage.

Woher könnten also die befürchteten zusätzlichen Geldforderungen kommen? Von Saab oder gar von der schwedischen Regierung? «Genau das gilt es zu klären», sagt Hurter. Was die Beteiligung an den Entwicklungskosten betreffe, warte die Schweiz auf eine klare Stellungnahme von Schweden – «und Schweden wartet unser Zeichen ab». In beiden Ländern müsse die Angelegenheit geklärt werden.

Absichtserklärung geplant

Laut Hurter muss nun das Verteidigungsdepartement (VBS) entscheiden, ob man mit dem Unternehmen oder dem Land einen Vertrag abschliessen will – oder mit beiden. «Das ist die Aufgabe von Ueli Maurer.» Verhandlungen dazu sind jedenfalls im

Gang. Die schwedische Verteidigungsministerin Karin Enström wird diese Woche zu einem Besuch in der Schweiz erwartet. Enström und Maurer planen eine Absichtserklärung, welche voraussichtlich am Freitag unterzeichnet werden soll. Über deren Inhalt wollte sich das VBS gestern

nicht äussern. Die Kosten für die Weiterentwicklung sind auch in Schweden ein Thema. Denn die schwedischen Streitkräfte stehen vor einer regelrechten Roskur, um Gelder für den neuen Gripen lockermachen zu können. So setzen sich auch Politiker dafür ein, die Kosten für die Entwicklung mit der Schweiz zu teilen.

Schweden unter Zugzwang

Im Gespräch mit schwedischen Politikern sei spürbar, dass die Firma Saab in Schweden ein wichtiger Arbeitgeber sei, sagt Hurter. «Eine ganze Stadt hängt davon ab.» Um die Zukunft von Saab zu sichern, müsse die Verteidigungsministerin alles dran setzen, den Deal mit der Schweiz ins Trockene zu bringen. «Deswegen weibeln in Schweden auch linke Parlamentarier für den Gripen.» Die schwedische Regierung will das Budget 2013 inklusive Gripen-Kauf im September dem Parlament präsentieren. Entscheiden soll es im Dezember.

Noch 537 Waffen fehlen

Die Sicherheitspolitische Kommission des Nationalrats (SIK) fordert vom Bundesrat in der Frage der Armeewaffen keine

neuen Massnahmen. Im April hatte die Kommission laut der neuen Massnahmen. Im April ladé (SP/ZH) «mit Erstaunen und Empörung» festgestellt, ren Präsidentin Chantal Gal-



dass in 733 Fällen die Armee-
waffe nicht eingezogen wurde,
obwohl der Einzug angeordnet
worden war. In der Zwischen-
zeit hat sich die Lage nach An-
sicht der SIK etwas gebessert.
Wie Galladé gestern sagte, sind
von diesen Waffen zurzeit noch
537 ausstehend. (sda)



St. Galler Tagblatt Gesamtausgabe

27.06.2012

Auflage/ Seite 78797 / 5 9048

Ausgaben 300 / J. 9853998

EVD / PD / UVEK / EFD / EDI / EJPD / BK

Dieser Artikel erschien in folgenden Regionalausgaben:

<i>Titel</i>	<i>Auflage</i>
Appenzeller Zeitung	13'555
Der Rheintaler	10'722
St. Galler Tagblatt Rorschach	7'367
St. Galler Tagblatt, (Stadt & Region)	28'231
Toggenburger Tagblatt	4'700
Wiler Zeitung Will-Uzwil-Flawil	12'813
Wiler Zeitung Hinterthurgau	1'409